



Remaniement : mépris et droitisation, Macron maintient son cap...

Après le vote de la loi immigration largement inspirée du programme du RN, la CGT Éduc'action n'attendait pas grand-chose d'un remaniement ministériel dont l'objectif n'était pas un changement de politique mais une tentative de redonner de l'air à un Président sans majorité et qui en cherche une à droite.

Emmanuel Macron a toutefois réussi à monter d'un cran dans son mépris vis-à-vis des services publics et sa course à l'électorat le plus réactionnaire.

Mépris de l'Éducation nationale, pourtant présentée comme « la mère de toutes les batailles », d'abord en nommant un premier ministre ayant utilisé le ministère de l'Éducation nationale comme tremplin politique. Gabriel Attal s'est rendu populaire à coup d'annonces flattant les clichés les plus éculés sur l'éducation et dont la possibilité de mise en œuvre interroge. Lui qui vantait la nécessité du temps long dans ce ministère aura échoué de peu à battre le record de brièveté de Benoit Hamon, mais aura gagné une carrière. Ensuite, le choix de la nouvelle ministre et du périmètre de son ministère laisse pantois. Les 6 prochains mois de préparation des JO percutent l'agenda de l'Éducation consacré à la mise en œuvre des dangereuses mesures Attal, d'ampleur et improvisées. Si les personnels avaient bien compris que le pilotage politique de leur ministère se faisait maintenant depuis l'Élysée, ils découvrent désormais que la gestion des JO est plus importante que celle d'une Éducation nationale qui craque et peine à recruter. C'est un signal désastreux adressé aux personnels qui tiennent le système à bout de bras et dont les attentes sont fortes en termes de conditions de travail et de rémunération.

Mépris du secteur de la santé, privé d'un ministère de plein exercice, alors que l'hôpital et plus généralement, l'ensemble du secteur, vit une crise sans précédent depuis des années.

Mépris, enfin, des agent-es de la Fonction publique, si importante dans cette période où les inégalités explosent et qui n'apparaît dans aucun champ ministériel alors que les difficultés de recrutement s'aggravent.

Quant au reste du gouvernement, avec notamment la tutelle du ministère des finances sur la transition énergétique et la nomination de Catherine Vautrin ancienne participante à la manif pour tous, les symboles politiques sont clairs, le macronisme ne cherche plus à faire semblant d'être « progressiste ». Ainsi, après l'ignominie des propos présidentiels sur le cas Depardieu, on ne compte que 4 femmes sur les 11 ministres de plein exercice, aucune dans un ministère régalien, constat qu'on essaie de grossièrement cacher par l'annonce de 3 ministres déléguées auprès du Premier ministre.

La CGT Éduc'action continuera de lutter contre la politique ultra libérale et réactionnaire de ce gouvernement. Elle appelle l'ensemble des personnels à la grève le 1^{er} février, pour exiger des hausses substantielles de salaire, des créations massives de postes et l'abandon des mesures « choc des savoirs » et de la réforme des LP, qui visent à instituer une Éducation nationale à deux vitesses au détriment des classes populaires et de la liberté pédagogique des enseignant-es.

Montreuil, le 12 janvier 2024